

Bujumbura en colère contre l'ONU

BBC Afrique, 30 juillet 2016 Au Burundi, une manifestation à l'appel du pouvoir contre la France et une résolution de l'ONU a eu lieu ce samedi. Le gouvernement du Burundi a organisé samedi une manifestation devant l'ambassade de France à Bujumbura pour afficher son hostilité à une résolution de l'ONU en faveur du déploiement de 228 policiers dans le pays. [Photo : Les manifestants burundais devant l'ambassade de France]

Cette mesure des Nations unies a été adoptée vendredi, à l'initiative de la France. En mobilisant près d'un millier de leurs partisans dans les rues de la capitale, les autorités burundaises ont montré qu'elles n'entendaient pas se soumettre facilement à cette résolution. Le représentant permanent du Burundi auprès des Nations unies, Albert Shingiro, a donné le ton. « Inimaginable de croire qu'une résolution non consensuelle puisse être appliquée sans le respect du sacrosaint principe de la souveraineté » Albert Shingiro, Représentant permanent burundais auprès des Nations unies, via son compte Twitter. Les manifestants partis de la Place de l'indépendance, en plein centre-ville de la capitale, se sont dirigés vers l'ambassade de France. Le maire de Bujumbura, Freddy Mbonimpa, et de nombreux hauts cadres du parti au pouvoir (Cndd-FDD), de l'administration et des députés figuraient au premier rang des manifestants. Encadrés par de nombreux policiers, ceux-ci ont organisé un sit-in de plusieurs minutes devant l'ambassade, en lançant des slogans hostiles à la France et au déploiement de la future force de police prévue par la résolution de l'ONU. Les manifestants ont également défilé devant l'ambassade du Rwanda pour lui témoigner leur hostilité. Bujumbura accuse le Rwanda d'entraîner des rebelles burundais. La manifestation s'est déroulée dans le calme. Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté vendredi une résolution proposée par la France en faveur du déploiement progressif de 228 policiers de l'ONU au Burundi, pour tenter d'y ramener le calme et de faire respecter les droits de l'Homme. Le gouvernement burundais a accepté en principe le déploiement de 100 observateurs et de 100 experts militaires envoyés par l'Union africaine, mais seuls 32 observateurs et 14 experts sont effectivement sur le terrain.